

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 26 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **La « connerie » chez Valls**
- 2) **Aubry votera...**
- 3) **Idem chez lui**
- 4) **Lui aussi il magouille !**
- 5) **Elle en veut plus...**
- 6) **Moi je suis la vraie gauche, pas lui !**
- 7) **Face à face...**

Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

I) Primaire à gauche : la deuxième "connerie" de Manuel Valls



Manuel Valls, le soir du premier tour de la primaire de la gauche, le 22 janvier 2017. ((Simon

EDITO. En s'attaquant dès dimanche à l'absence de présidentialité de Benoît Hamon, l'ancien Premier ministre adopte une attitude de surplomb dont les électeurs ne veulent plus.



Paul Quinio

Manuel Valls avait commencé sa campagne de premier tour par un faux pas sur le 49.3. Proposer de le limiter alors qu'il en avait fait un usage répété était même une "connerie", a admis l'ancien Premier ministre. Il vient d'en commettre une deuxième, de "connerie".

En plaçant d'emblée l'enjeu du second tour sur l'absence de présidentialité de Benoît Hamon, Manuel Valls démarre bien mal sa campagne d'entre-deux-tours. Bien sûr, sa phrase de dimanche soir sur le choix qu'auraient désormais les électeurs le 29 janvier "entre la défaite assurée [avec Benoît Hamon] et la victoire possible [avec lui]" ressemble à un va-tout pour le désormais outsider de cette primaire.

Le problème est que cet argument sauve-qui-peut vient heurter de plein fouet une ligne de force qui traverse l'électorat, toutes familles politiques confondues : le ras-le-bol à l'égard de ces postures politiques de surplomb et d'autorité qui suggèrent qu'il y a d'un côté ceux qui savent et peuvent, de l'autre ceux qui seraient là pour amuser la galerie. Alain Juppé et Nicolas Sarkozy en ont fait les frais à droite. Manuel Valls risque

de le payer à son tour.

La présidentialité est usée, vieillie, fatiguée

Dans cette période de désenchantement à l'égard de la politique, les citoyens qui ne sont pas encore totalement démobilisés – et qui le prouvent en se déplaçant à ces scrutins des primaires –, n'entendent plus obéir à ces injonctions autoproclamées. La régénération citoyenne, la rénovation de la démocratie, thème entonné par tous les candidats à cette primaire de la gauche, Valls compris, ne peuvent pas s'accommoder de ces diktats.

Manuel Valls semble avoir oublié que les deux quinquennats de Nicolas Sarkozy et François Hollande sont passés par là. L'un et l'autre, pour des raisons différentes, voire opposées, ont abîmé la fonction présidentielle.

Ils ont du même coup démonétisé l'argument de la présidentialité. Si ni le modèle de l'hyperprésidence de 2007 à la Sarkozy, ni la présidence anormalement normale de 2012 à la Hollande n'ont fonctionné, c'est bien que la notion même de présidentialité est usée, vieillie, fatiguée. Que Manuel Valls attaque son concurrent sur l'orientation de son projet économique, sur l'utopie du revenu universel, sur sa vision de la société, est évidemment légitime.

Mais en disqualifiant ainsi son adversaire, Manuel Valls agit comme si le climat politique était encore aux évidences dictées d'en haut. Comme s'il n'avait pas saisi que le regain d'intérêt des citoyens pour la politique passera, notamment, par

l'abandon de ces postures de caste.

Paul Quinto Journaliste



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Primaire de la gauche : Aubry votera Hamon au second tour



Martine Aubry a annoncé lundi qu'elle voterait pour Benoît Hamon au second tour de la primaire. @ DOMINIQUE FAGET / AFP

Martine Aubry, ancienne première secrétaire du parti socialiste et actuelle maire de Lille, a annoncé qu'elle voterait pour Benoît Hamon au second tour de la primaire.

Martine Aubry est sortie de son silence. La maire de Lille a annoncé lundi dans un communiqué qu'elle voterait pour Benoît Hamon au second tour de la primaire de la Belle alliance populaire.

"Lui donner la force de rassembler la gauche."
"Dimanche prochain, nous voterons Benoît Hamon et nous appelons les électeurs de gauche à se mobiliser nombreux pour lui donner la force, demain, de rassembler les gauches que nous n'avons jamais cru irréconciliables (...) et, après-

demain, l'énergie pour conduire la France vers une société plus juste, plus forte et plus durable", écrivent la maire de Lille et les vingt autres signataires.

Benoît Hamon, tenant de l'aile gauche du parti, est arrivé en tête du premier tour avec 36% des suffrages. Arnaud Montebourg, 3e du premier tour de scrutin, s'est déjà rallié à lui tandis que François de Rugy et Jean-Luc Bennahmias communiqueront leur décision d'ici quelques jours. Sylvia Pinel s'est quant à elle ralliée à Manuel Valls. Vincent Peillon n'a pas annoncé son choix, exhortant juste les électeurs de gauche à se mobiliser massivement au second tour.

Par Rédaction Europe1.fr



III) Chez Montebourg, le soutien à Hamon fait l'unanimité

Arnaud Montebourg, arrivé troisième au premier tour de la primaire socialiste élargie, a appelé dimanche soir à voter pour Benoît Hamon au second tour, dans une brève allocution à son QG de campagne parisien.



Arnaud Montebourg est arrivé 3e de la primaire de la gauche.

Pas un bruit. A 20 h33, lorsque la télévision retransmet le résultat, seul le silence résonne.

Logique, la petite salle saturée de monde n'est rempli que de journalistes. Rares sont les militants. Et depuis le début de la soirée, les principaux cadres de la campagne, visages fermés, ne font que furtifs aller-retour dans cette pièce, préférant rejoindre le candidat à l'étage. A peine 20 minutes après l'annonce des premiers résultats, Arnaud Montebourg débarque. Quelques applaudissements, timides. La candidat du Made in France fait bonne figure.

Efficace il commence par condamner le quinquennat et sa dérive trop libéral. Il ne l'a pas encore dit mais tout le monde comprend alors qu'il ne peut soutenir que Benoit Hamon. Quelques phrases, plus tard, c'est chose faite. Dès 17 heures, cette question avait été réglée. Montebourg et son équipe avaient envisagé tous les scénarios. Au cas où il serait troisième, il avait prévenu.

Ce sera Hamon et Montebourg de rappeler qu'ils sont sortis ensemble du gouvernement. Il veut un message clair. Autour de la table, tout le monde abonde. La discussion ne fait pas débat. "Je n'ai pas signé une motion de censure contre Valls pour ensuite barguigner mon soutien à Hamon", explique en substance Laurent Baumel. La candidature de Macron est aussi évoqué. Ils sont d'accord. Pour enrayer sa dynamique, il faut un soutien net et rapide pour rendre crédible l'alternative Hamon.

"Manuel Valls ne représente pas la majorité de la gauche"

Contrairement à la dernière primaire où Montebourg avait soutenu Hollande plutôt qu'Aubry au risque d'être politiquement incompréhensible, pas de surprise cette fois. Devant les siens, dans une déclaration de moins de cinq minutes, Montebourg apporte par deux fois son soutien à Hamon. "Avec Benoit Hamon, nous avons combattu ensemble la ligne social-libérale" du gouvernement assène-t-il. Lui qui a remis en cause le revenu universel de Hamon qui risquait de "décrédibiliser" la campagne, assure ce soir que leurs positions sont complémentaires. Il veut le rassemblement des gauches.

Avant de regagner les studios télé, Jérôme Guedj se réjouit qu'une "alternative" à Valls puisse naître. "Manuel Valls ne représente pas la majorité de la gauche. Qui étaient les frondeurs ces dernières années?" demande le député Daniel Goldberg. "Il y a un fort besoin de renouveau, Benoit a su capter cela. Mais les thèmes d'Arnaud

vont rester sur la table", veut-il croire. Conseiller culture de Montebourg, Frédéric Hocquard trouve "propre" la déclaration de son candidat. "C'est comme quand on doit tirer un sparadrap, ça pique mais il faut tirer d'un coup sec". Il espère qu'Hamon n'en fera pas trop entre les deux tours sur le revenu universel. A peine la déclaration de Montebourg effectuée et tous se volatilisent.

Arthur Nazaret - leJDD.fr
Suivre @ArthurNazare



IV) Emmanuel Macron aurait financé sa campagne avec l'argent du ministère de l'Economie



© Reuters / Fabrizio Bensch Source: Reuters
Alors ministre, Emmanuel Macron aurait largement employé son temps et l'argent du ministère pour lancer la campagne de son mouvement En Marche!

Un livre de révélations à paraître affirme que le candidat d'En Marche ! aurait employé les moyens mis à sa disposition par Bercy pour financer des dîners de campagne. Un député UDI a saisi la Haute autorité pour la transparence de la vie publique

Emmanuel Macron aurait utilisé de l'argent public pour la campagne de son mouvement politique En Marche !. C'est ce qu'affirme un livre à paraître, Dans l'enfer de Bercy: Enquête sur les secrets du ministère des Finances, qui révèle les dépenses somptuaires d'Emmanuel Macron lors de son passage à Bercy.



RT France Compte certifié @RTenfrancais
Les journalistes face à @EmmanuelMacron : comme des «jeunes filles devant #JustinBieber» pour @MLP_officiel [https://francais.rt.com/france/32388-journalistes-face-macron-come-jeunes-filles-devant-justin-bieber-marine-le-pen ...](https://francais.rt.com/france/32388-journalistes-face-macron-come-jeunes-filles-devant-justin-bieber-marine-le-pen...)

Ses auteurs, les journalistes Frédéric SAYS et Marion L'Hour, affirment qu'en 2016, le ministre de l'Economie aurait utilisé «à lui seul» 80% de la totalité de l'enveloppe des frais de représentation accordée à son ministère... pour toute une année - soit 120 000 euros du 1er janvier au 30 août.

Le président du groupe de l'Union des démocrates indépendants (UDI) à l'Assemblée nationale, Philippe Vigier a réagi ce mardi 24 janvier lors d'une conférence de presse: «Il y a des choses importantes qu'on a apprises hier, notamment au niveau des frais de bouche, puisque 120 000 euros des crédits du ministre à Bercy ont été utilisés pour des agapes d'En marche !, pour réunir tel ou tel, pour préparer sa campagne présidentielle».

«Et Michel Sapin qui dit n'avoir rien vu... Pas vu qu'il avait une ambition présidentielle et qu'il consommait quasiment à lui seul une immense partie des crédits de représentation du ministère, notamment des frais de bouche?

On va demander la clarification», surenchérit Philippe Vigier. «Franchement, celui qui nous expliquait dans une déclaration, que pas un seul euro d'argent public serait utilisé pour sa campagne, manifestement, c'est un mensonge», a-t-il ajouté.

Emmanuel Macron - 18 novembre 2016

" En Marche n'a aucune subvention publique. Chez moi, on ne vit pas du contribuable "



«120.000 euros utilisés en huit mois par Emmanuel Macron pour ses seuls déjeuners et dîners en bonne compagnie»
- Le Figaro

MACRON NE SERT PAS LA FRANCE : IL NE SERT QUE LUI !



Philippe Vigier @VigierPhilippe
#Macron en marche aux frais des contribuables. Il ne sert pas la Fr. , il se sert. Nous allons saisir la Haute Autorité pour la transparence

Le député de l'UDI indique qu'il a d'ores et déjà alerté Jean-Louis Nadal, président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique. «Les députés sont passés à la moulinette et doivent expliquer comment ils dépensent chaque centime de leurs indemnités. Il n'y a pas de raison que Macron soit traité différemment», explique-t-il.

En outre, selon des extraits du livre à paraître publiés par Le Figaro, Emmanuel Macron, n'aurait pas été pleinement dévoué à sa fonction de ministre lors de son passage à Bercy... Il aurait reçu, sur son temps professionnel, dans l'enceinte du ministère, des écrivains, journalistes, philosophes, politologues, notamment au cours dîners, «parfois deux par soir» - et sans rapport

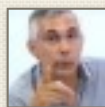
avec ses activités ministérielles.

francais.rt.com

V) Benoît Hamon, Ruth Elkrief, l'islamo-gauchisme et la pollution



Le 3 janvier 2017 sur BFMTV (BFMTV - capture d'écran)



Daniel Schneidermann

Benoît Hamon vient de gagner le premier tour de la primaire à gauche. On écoute sa déclaration de vainqueur, un peu éteinte et brouillonne, quand soudain surnage un mot : pic de pollution.

Comment ? A-t-on bien entendu ? Voilà donc un politique qui, dans une soirée électorale, et avant tout autre sujet, parle de pic de pollution ? Et bingo, quelques secondes plus tard : au nombre de ses priorités, il cite aussi la lutte contre les perturbateurs endocriniens (vous n'êtes pas au courant du problème ? On vous l'expliquait ici).

Elkrief et les cafés de banlieue

On est encore sous le choc de la transgression, quand revient à l'antenne le plateau des commentateurs commentant de BFMTV. Dont l'insubmersible Ruth Elkrief. Pas contente du tout, Ruth Elkrief. Pourquoi ? Parce que Hamon n'a pas dit un mot, pas un seul, des seuls sujets qui lui importent, à Ruth Elkrief : laïcité, République,

identité, sécurité, police, terrorisme, djihadisme, Etat d'urgence. Et les cafés ! Les fameux cafés de banlieue, où les femmes ne peuvent plus entrer, comme l'a si bien démontré France 2 le mois dernier.



Benoît Hamon et Ruth Elkrief, le 3 janvier 2017 - BFMTV (capture d'écran)

Ah, mais c'est que ça ne va pas du tout, cet oubli de Hamon. Et ses électeurs de Trappes vont bien le lui rappeler (car Elkrief connaît les électeurs de Trappes mieux que Hamon). Il va bien falloir qu'il s'y mette. L'islamo-gauchisme ne passera pas !

Ruth Elkrief est cohérente. Lors d'un des trois débats de la primaire, c'est elle qui avait demandé (comme le rappelle Stéphane Foucart dans Le Monde) "est-ce que mettre fin au diesel n'est pas une question de bobos ? »

Lubies des médias

Pour bien mesurer la portée ce pétage de plombs, il faut simplement imaginer l'inverse. Imaginer une seconde un des omniprésents de la télé reprocher à un candidat de NE PAS avoir parlé de pollution, du diesel, et des particules fines. Imagine-t-on Elkrief s'énerver : "Comment donc ?

Alors que demain lundi, une bonne moitié de la France, dont toute la Bretagne, sera placée en alerte aux particules fines, alors que la circulation différenciée va être mise en place à Paris et à Lyon, Manuel Valls n'en a pas dit un mot. Est-ce possible ?"

Ce mouvement d'humeur de l'éditocrate de BFMTV montre, avec une totale et salutaire transparence, la manière dont les médias aimeraient tant imposer leurs thèmes, leurs agendas, leurs lubies.

Ce ne sont pas les électeurs qui ont décidé que la campagne de 2017 tournerait autour de la sécurité, du terrorisme, du foulard et du burkini. C'est Elkrief, et tous les autres squatteurs des antennes. Hamon vient de leur imposer un

cinglant démenti. Sans préjuger du reste, merci à lui.



Daniel Schneidermann



tempsreel.nouvelobs.com/rue89

VI) Hamon-Valls: l'éclatement final de la deuxième gauche

Par Fabien Escalona

Le duel Hamon-Valls marque le brouillage, voire l'éclatement final des cultures traditionnellement distinguées dans la gauche française. Dans une primaire qui confirme le crépuscule européen du social-libéralisme, aucune des alternatives n'est en tout cas exempte de faiblesses ou de contradictions.

Une gauche réaliste et crédible contre une gauche utopique cantonnée à l'opposition. C'est ainsi que Manuel Valls a mis en scène, dans son discours de dimanche soir, son duel avec Benoît Hamon au second tour de la primaire. Visiblement, le procédé a d'ores et déjà séduit une cohorte d'éditorialistes, pour qui a suivi la soirée électorale sur les chaînes de télévision.

Si on laisse de côté cette grille de lecture biaisée, prétendant distinguer les gens sérieux des marginaux, est-il tout de même possible de repérer deux types de gauches dans l'affrontement entre Valls et Hamon ? La question est d'autant plus troublante que les deux hommes ont commencé leurs carrières militantes au sein du courant de Michel Rocard, qui avait lui-même distingué deux cultures politiques à gauche, lors d'un discours resté fameux au congrès de Nantes du PS en 1977.

À la culture qui avait dominé jusque-là le socialisme français, centralisatrice, étatique et protectionniste, il en avait opposé une autre, « décentralisatrice, régionaliste » et s'opposant à toutes les « *dominations arbitraires, celle des patrons comme celle de l'État* ». Hamon a d'ailleurs tenu à contester à Valls l'héritage politique de cet ancien mentor commun. Critiqué par le premier ministre sortant sur sa proposition de revenu universel, il a ainsi répliqué que le même genre de critiques avait été émis contre le revenu minimum d'insertion (RMI), mesure phare de Rocard mise en place en 1988.

L'effacement historique de la première gauche

Au cours de ce même scrutin, Arnaud Montebourg, arrivé en troisième position, est au contraire apparu comme une incarnation de la « *première gauche* » autrefois visée par Rocard. Le candidat à la primaire a en effet lui-même mis en scène la résurrection et l'unité de cette sensibilité autour de sa personne, dans une tribune au Monde sur la politique industrielle, cosignée par des communistes et des proches de Chevènement et Mélenchon. Plus profondément, on a pu retrouver chez lui quelques-unes des constantes discursives du jacobinisme, ce style politique durable bien décrit par l'historien Michel Vovelle dans son ouvrage sur Les Jacobins.

Enraciné dans l'histoire de la Révolution française, le jacobinisme a toujours été porteur d'une conception exigeante de la morale publique, d'un quasi-culte de l'unité nationale, d'un attachement non négociable aux libertés politiques, et a peu à peu intégré l'impératif de lutte contre les privilèges économiques. À travers ses projets de VIe République, de politiques plus interventionnistes dans le secteur productif, et de défense du pouvoir d'achat, Montebourg s'est bien inscrit dans cette tradition intellectuelle, qui a effectivement imprégné les appareils dominants de la gauche partisane en France.

Cela fait cependant bien longtemps que ladite première gauche, censée marier une pratique dirigiste avec un discours patriotique et plébéien, s'est éloignée de l'une comme de l'autre. Le virage de la rigueur en 1982-83 et le « pacte faustien » de l'intégration européenne, entériné par l'Acte unique (1986) et le traité de Maastricht (1992), puis poursuivi avec constance, ont eu raison d'une culture qui a de plus en plus intégré les impératifs de la compétition économique mondialisée, tout en prenant des positions libérales sur les enjeux culturels de la compétition politique. C'est d'ailleurs devenu un lieu commun

que de dire que la « deuxième gauche », bien qu'ayant échoué en termes de structuration partisane et de trophées électoraux, aurait gagné une forme de bataille culturelle.

À l'évidence, Arnaud Montebourg a échoué à redonner du lustre à la première gauche, impossible à reconnaître depuis la reconversion « sociale-libérale » accomplie par le PS depuis les années 1980. Cela a tenu à une mauvaise campagne, dont les thèmes et la stratégie ne se sont consolidés que tardivement, Montebourg payant en outre la faiblesse de réseaux militants qu'il a trop négligés. Plus grave encore, le candidat a mal ciblé son électorat, en martelant qu'il s'adressait à « la France de Depardon ». Il ne s'agit pas simplement d'une confusion entre l'audience d'une primaire et celle d'une élection nationale. Même dans ce dernier cadre, un socialisme néojacobin ne pourrait faire l'impasse sur les classes populaires ou les classes moyennes (parfois précarisées) des grandes villes. Leur poids dans le noyau sociologique à mobiliser à gauche est trop important pour être négligé dans la formulation d'une offre politique adaptée à la société post-crise de 2008.

Deuxième gauche : qui a le morceau de la vraie croix ?

Qu'en est-il alors de la fameuse deuxième gauche, dont les « bébés Rocard » qui s'affrontent au second tour donnent à voir des filiations apparemment si contrastées ? En premier lieu, il faut rappeler à quel point ses contours sont difficiles à tracer, si bien que le label, utile à des jeux de positionnement, apparaît peu utile pour décrire finement le paysage idéologique socialiste. Rocard lui-même regrettait que son discours de 1977 ait été interprété sous le prisme d'une opposition frontale, alors qu'il souhaitait plutôt la « fusion » de certains comportements. De fait, comme l'illustrent certaines trajectoires militantes, les frontières entre les deux cultures qu'il avait identifiées n'étaient pas strictement étanches. Deux ans après le congrès de Nantes, un certain nombre de transfuges chevènementistes du CERES ont par exemple rejoint le courant rocardien.

En réalité, la nébuleuse de la deuxième gauche a été d'emblée hétérogène. Dans les années 1950, de nombreux groupes ne se reconnaissaient ni dans le PCF aligné sur l'Union soviétique, ni dans la SFIO chloroformée par Guy Mollet. Leur unité se révélait cependant « contrecarrée », comme

l'analyse l'historien Vincent Duclert, « par leurs pratiques de forte autonomie [et] des clivages de fait entre une deuxième gauche modérée et [une autre] plus radicale ». Au sein de ces pôles, davantage de sensibilités encore cohabitaient, abritant elles-mêmes des parcours individuels variés. Évoquant le PSU qu'il a dirigé de 1967 à 1974, Rocard détaillait dans un entretien (et non sans condescendance) : « Nous avions nos radicaux, nos chrétiens, nos sociaux-démocrates, nos trotskistes, nos communistes et tous ont exprimé le projet de société rêvé d'abord dans leur structure d'origine. »

Seules certaines causes et détestations communes ont pu triompher un temps de ces divisions multiples et entrecroisées. La plus importante fut sans conteste la guerre d'Algérie, véritable « événement fondateur, mobilisateur et unificateur » pour Duclert. Pour le reste, il est impossible de repérer une idéologie construite ou une doctrine stabilisée à l'échelle de cette nébuleuse. Rocard lui-même a pu alimenter cette indétermination à travers des déclarations quasi schizophrènes. Capable de recommander « une cure de gauchisme » pour le PS et de gourmander Valls pour son ignorance de l'histoire collective du mouvement ouvrier, il considérait aussi ce dernier comme un de ses « enfants », chez qui il découvrait parfois une « similitude de pensée ».



Benoît Hamon et Manuel Valls, à l'enterrement de Michel Rocard. © Antoine Perraud

De Rocard, Valls a en fait retenu la face la moins subversive, mais bien réelle, de ce Janus de la deuxième gauche : la revendication d'un certain réalisme face aux rapports de force existants, la revendication également du « parler vrai » face aux Français, tout en ayant le regard rivé sur les sondages... En revanche, sa focalisation sur l'autorité et une laïcité rigide, ainsi que sa faible appétence pour les luttes ouvrières et celles des minorités, l'éloignent nettement de la définition de la deuxième gauche esquissée à Nantes. Certes, Rocard anticipait déjà à l'époque « l'atterrissage » de la politique socialiste pour éviter la sanction des marchés. Mais dans le contexte des années 1970, il s'agissait aussi de prévenir une dérive bureaucratique sous prétexte

de construction du socialisme, et de ne pas perdre de vue l'objectif d'expansion du pouvoir des travailleurs.

À cet égard, on pourrait voir chez Hamon une tentative, peut-être plus fidèle, de restaurer la dimension imaginative et émancipatrice de la deuxième gauche. Sa valorisation de l'économie sociale et solidaire, sa volonté de lutte active contre les discriminations, sa rupture avec l'imaginaire de la croissance et sa tentative de repenser la place du travail pointent dans cette direction. Ce faisant, il esquisse un dépassement de la social-démocratie pour mieux retrouver des interrogations fondamentales des débuts du mouvement ouvrier.

Or, le Rocard des années 1970 repérait justement des limites semblables dans l'héritage de la social-démocratie européenne, même s'il estimait que le PS ne devait surtout pas le mépriser. Parmi ces limites, en partie identiques à celles qu'il formulait contre le mouvement communiste, figurait notamment la naïveté face au progrès technique. Cela dit, concernant le culte de l'État et les enjeux internationaux, on peut trouver Hamon plus conformiste que ce que supposerait une culture de deuxième gauche critique, laquelle inciterait à questionner davantage les exécutions extrajudiciaires et l'ampleur des engagements militaires français.

Les impasses non digérées de la deuxième gauche

Si deux responsables initialement formés chez les rocardiens peuvent aujourd'hui s'affronter avec des projets antagonistes, c'est donc en raison des tensions inhérentes à la nébuleuse de la deuxième gauche, et des stratégies contrastées choisies par l'un et l'autre en fonction de leurs réseaux et de leur lecture du moment présent. Face à la disparition de la base matérielle pour des compromis sociaux-démocrates durables, face au rendement électoral dangereusement décroissant des solutions sociales-libérales, Valls a choisi le « *nationalisme du cercle de la raison* », quand Hamon a incarné une aile gauche au départ assez accommodante, avant d'entreprendre un virage antiproduktiviste.

Là où Valls propose au PS une mutation qui s'éloigne de n'importe quelle culture de gauche, Hamon ferait bien de méditer l'enlisement de la deuxième gauche au pouvoir, symétrique à celui de la première. Si Philippe Corcuff a raison de souligner que « *toutes les figures de la deuxième*

gauche [n'ont] pas connu des dérives droitières », il s'agit de celles qui sont restées à l'extérieur des sphères dirigeantes. Les autres, dans les champs politique, syndical ou intellectuel, ont accompagné l'ascension du paradigme néolibéral et la tentation d'une gestion dépolitisée des affaires économiques, dans le cadre indépassable de la démocratie libérale-représentative.

Dans ce contexte, le collectivisme a bien été évité, mais l'État est loin d'avoir reculé au profit de la société organisée. Il a plutôt changé de forme, pour construire et s'intégrer à un « *complexe de pouvoir* » à plusieurs niveaux, où la capacité d'intervention et de contrôle des citoyens s'est diluée. Comme l'a écrit le philosophe Michaël Foessel, « *les théoriciens de la deuxième gauche se révélèrent finalement meilleurs sociologues qu'économistes* ». Apôtres de la société civile, ils ont négligé la puissance d'intimidation et d'assimilation du capitalisme néolibéral, qui n'a laissé que peu d'espace à des formes de vie alternatives au salariat et à la société de consommation.

Dans de nombreuses interviews à la fin de sa vie, Rocard a certes fustigé les idéologues, notamment Milton Friedman, qui auraient favorisé la financiarisation de l'économie globale et une répartition plus inégalitaire de la valeur ajoutée. Une lecture un peu plus matérialiste, pour l'occasion, inciterait toutefois à remarquer que l'expansion de l'ère fordiste était de toute façon achevée, et que le développement inégalitaire de la finance de marché a été fonctionnel à un système économique devenu moins dynamique, dont les exigences de rendement ne pourraient être satisfaits qu'au prix d'un recul accéléré des États sociaux.

Surtout, la mise en œuvre de politiques alternatives à l'austérité exige de surmonter quelques obstacles institutionnels. Or, la préoccupation (justifiée) d'éviter les dérives nationalistes, au cœur de l'héritage de la deuxième gauche, empêche certains de penser la conflictualité au niveau de l'Union européenne et de ses États membres. Pourtant, comme nous l'avons déjà longuement démontré, celle-ci est conjoncturellement et structurellement adverse aux tentatives de démocratisation et de compromis de classe plus justes.

Sur ce point, Hamon s'est explicitement opposé aux vellétés de Montebourg de « *casser la vaisselle* » en Europe. Il tient même un discours quasiment en retrait de ce qu'il confiait à Mediapart à la veille du congrès PS de 2008, lorsqu'il expliquait que les socialistes ne pouvaient plus se contenter de discours lénifiants sur « *l'Europe sociale* ». Or, on peut douter que les autorités communautaires et Berlin acceptent à la fois un moratoire sur la trajectoire de rétablissement des comptes publics, et l'abandon des réformes structurelles visant à libéraliser les marchés du travail (loi El Khomri) et des biens et services (loi Macron). Quant aux projets d'annulation des dettes depuis 2008 ou de leur financement par le BCE, ils sont des vœux pieux dans le cadre existant de l'UE.

Première gauche ou deuxième gauche dans ses diverses acceptions, aucune de ces cultures ne peut être ressuscitée telle quelle dans les années 2010, ou en tout cas se présenter comme alternative à une dérive sociale-libérale à laquelle toutes deux ont participé. Du côté de ceux qui sont plus sensibles à la tradition de la première gauche, une attention plus forte aux évolutions sociologiques et au déclin durable des taux de croissance apparaît indispensable. Du côté des nostalgiques d'une deuxième gauche imaginative et attentive aux ressources de la société mobilisée, on ne pourra pas faire l'économie d'une réflexion sur les ressources institutionnelles que pourront utiliser les puissances économiques afin de défaire tout projet menaçant leurs intérêts.

mediapart.fr

VII) Hamon et Valls face à face : ce qu'il faut retenir d'un

Le dernier débat de la primaire a permis aux deux gauches, celle de Benoît Hamon et celle de Manuel Valls, d'afficher leurs désaccords, profonds et sérieux.



Paul Laubacher

Civil et clair. Le dernier débat de la primaire de la Belle alliance populaire a permis aux deux gauches, celle de Benoît Hamon et celle de Manuel Valls, d'afficher leurs désaccords, profonds et sérieux. Les électeurs seront devant un choix clair dimanche prochain, lors du second tour de la primaire.

Travail, revenu universel, écologie, laïcité et terrorisme... "L'Obs" fait le point sur ce qu'il faut retenir.

La travail va-t-il disparaître ?

Premier grand thème de la soirée : l'économie. Benoît Hamon met l'accent sur les mutations économiques actuellement à l'oeuvre et la raréfaction et le partage du travail : "Un excellent rapport de l'OCDE anticipe pour la France que 10% des emplois seront menacés par la technologique d'ici 2025. Il y aura dans les prochaines années un bouleversement du travail. Il conduira à ce que nos emplois soient transformés. Cette réalité a déjà commencé", expose le candidat. Avant d'ajouter :

"Pour répartir le travail de manière égalitaire, je propose le revenu universel et la baisse des charges patronales".

Manuel Valls affiche son désaccord. "Nos sociétés sont percutées par l'économie, le numérique. Mais je suis convaincu que le travail ne va pas disparaître, il va changer. Il ne va pas diminuer, il va changer. Notre responsabilité c'est d'accompagner ces changements. C'est ce que je propose avec une sécurité sociale professionnelle".

Sur la question du temps de travail, Manuel Valls répète que, selon lui, l'idée qu'il y aurait un gâteau qu'il faudrait se partager, cela ne lui "paraît pas réalisable" : "Ce que les Français demandent, c'est de travailler davantage".

Hamon riposte : "J'ai un désaccord important avec Manuel Valls", commence-t-il par expliquer. "Tu n'as à opposer aux études sur le travail que ta foi. Pourtant, la raréfaction du travail a commencé. Qui ça concerne ? Les jeunes actifs. Entre le moment où avez votre diplôme et un emploi stable, c'est 5 ans".

Il évoque aussi des phénomènes comme le burn out et attaque la loi Travail, "un rendez-vous raté". Il s'engage à encourager la réduction du temps de travail mais précise qu'il ne changera pas le temps légal du travail.

#Quel coût pour le revenu universel de Hamon ?

Place au revenu universel, la mesure-phare de Benoît Hamon. Manuel Valls attaque sans attendre : le revenu universel, c'est "un message d'abdication". Et milite plutôt pour la fusion des minima sociaux. Il met l'accent sur le coût "exorbitant" du revenu universel.

Questionné sur le coût et le financement de cette mesure, Benoît Hamon hausse le ton devant les journalistes qui le pressent de répondre : "Vous n'êtes pas sérieux". Et défend une mise en place graduelle : la première étape, c'est de verser 600 euros aux 18-25 ans, tel un RSA revalorisé. "C'est 45 milliards", précise-t-il, en comparant cette somme au CICE. Selon Benoît Hamon :

"Le revenu universel permet de libérer 600.000 emplois occupés par des étudiants, et voir ce que ça rapporte en termes de consommation. [...] Il ne faut pas raisonner seulement en termes de ce que ça coûte, mais aussi de ce que ça rapporte."

Manuel Valls ne lâche pas son adversaire sur le revenu universel ("il ouvre la porte à la remise en cause de notre système social").

"Je suis le candidat de la feuille de paie feuille et je ne voudrais pas que Benoît Hamon soit celui de la feuille d'impôt", lance-t-il.

Une pique qui n'est pas sans rappeler l'un des slogans d'Arnaud Montebourg...

Comment va évoluer la feuille d'impôt des Français ? Manuel Valls revendique le sérieux budgétaire mais affirme "que nous pouvons être capables d'assumer de nouvelles dépenses, entre 15 à 16 milliards, notamment en matière de défense. Benoît Hamon répète son objectif de sortir de l'austérité. "J'assume de dire que l'on peut augmenter le déficit". Manuel Valls attaque encore : "Il y a une différence entre le rêve et l'illusion", dans une allusion à peine voilée au programme de son rival.

Une vision de la laïcité très divergente

Après le volet économique, le débat bascule vers un autre sujet où les différences entre les deux candidats sont fortes : la laïcité. Manuel Valls voit dans le voile une "revendication" auquel il faut répondre.

Sans surprise, Benoît Hamon joue davantage l'apaisement en mettant en avant la qualité actuelle de la loi de 1905, "une très belle loi", "une loi de liberté", une "loi complète". "La

laïcité n'est pas la religion de ceux qui n'ont pas de religion", affirme-t-il. Puis le candidat condamne l'utilisation par la droite et l'extrême droite de la laïcité "comme un glaive contre nos compatriotes musulmans".

"Il ne faut rien céder", reprend Manuel Valls, qui nie toute stigmatisation, avant de se réclamer de la pensée de Caroline Fourest, Elisabeth Badinter, et d'invoquer les libertés des femmes. L'ancien Premier ministre précise qu'il n'y a pas d'ambiguïté chez Benoît Hamon sur ce sujet, tout en attaquant un porte-parole du candidat, Alexis Bachelay, pour sa prétendue proximité avec le Collectif contre l'Islamophobie en France. A l'ancien Premier ministre d'assurer :

"La laïcité c'est une conviction. J'ai vu la montée des communautarismes, des fondamentalismes. J'ai voté la loi de 2010 contre la burqa, le voile intégral. Il ne peut y avoir le moindre accommodement [avec l'islamisme radical]. Il faut être capable d'y répondre par un combat très déterminé."

A Benoît Hamon, de citer... François Hollande. "La laïcité n'est pas la religion de ceux qui n'ont pas de religion, c'est l'art de vivre ensemble. C'est une loi de liberté car elle permet de croire et de ne pas croire. C'est François Hollande qui le dit et je m'y reconnais. La loi 1905, toute la loi, rien que la loi. »

Un accord sur l'écologie

Après un long échange sur la laïcité, on passe à l'environnement. Interrogé sur l'écotaxe et la qualité de l'air, Manuel Valls défend son bilan : loi sur la transition énergétique, sur la biodiversité, la

Benoît Hamon évoque les perturbateurs endocriniens, dénonce le "le lobbying de certains industriels". A noter, pas de grand clivage sur ce sujet entre les deux candidats, hormis sur les boues rouges.

#Sécurité et terrorisme

C'était le dernier grand thème de la soirée : la sécurité (et le terrorisme). Manuel Valls se prononce pour un renforcement des contrôles aux frontières européennes et nationales. Benoît Hamon préfère parler d'une nécessaire plus grande coopération européenne. Et évoque l'une de ses mesures : la mise en place de visas humanitaires et d'un Esta européen "pour mieux identifier ceux qui sont candidats à venir sur le

continent européen".

Manuel Valls en profite pour souligner que son adversaire n'a pas voté la prolongation de l'état d'urgence. "J'assume tous mes votes", rétorque Benoît Hamon, en revendiquant aussi son opposition à la déchéance de nationalité. Et questionne l'efficacité de l'état d'urgence aujourd'hui.

#Penelope Fillon s'invite dans le débat

Manuel Valls et Benoît Hamon ont tous deux jugé nécessaire d'interdire l'emploi par un parlementaire d'un parent proche, en réaction à l'enquête ouverte sur Penelope Fillon, épouse du candidat de la droite.

"Je pense que cette décision s'impose", a affirmé Manuel Valls, interrogé lors du débat télévisé de l'entre deux tours sur la possibilité de légiférer à ce sujet. "La conséquence que j'en tire, c'est qu'à l'Assemblée nationale comme au Sénat, on interdise la possibilité d'employer un cousin, un enfant ou un conjoint", a abondé Benoît Hamon.

#Les raisons du coeur

Vers qui leur coeur peut pencher ? Emmanuel Macron ou Jean-Luc Mélenchon ?

Benoît Hamon se sent "plus proche de Macron en matière de numérique" mais "sur la transition écologique, j'ai des points d'accord avec Jean-Luc Mélenchon". Et s'il devait choisir ?

"Je suis de gauche, et Jean-Luc Mélenchon est de gauche. Emmanuel Macron se dit ni de droite ni de gauche. La gauche commence avec ceux qui se disent de gauche."

Manuel Valls a, lui, une tout autre réponse : "Je suis progressiste, de Benoît Hamon à Emmanuel Macron. C'est avec eux que nous avons gouverner"

Sébastien Billard et Paul Laubacher

tempsreel.nouvelobs.com

A Suivre...
La Presse en Revue